

---

# Sortir de l'impasse

---

Fayçal Nassour

**Quelles sont les conditions politiques et économiques qui permettraient à l'Algérie de sortir de l'impasse actuelle? L'auteur qui a préféré utiliser un pseudonyme, analyse ici les raisons de la crise et propose un programme pour en sortir.**

Le contrôle politique de la société s'exerce depuis 1965 au travers d'appareils d'Etat hiérarchiques, centralisés et rigides. Le système de régulation économique et sociale a pu néanmoins fonctionner jusqu'en 1988 sans tension politique grave pour deux raisons fondamentales:

— les besoins sociaux et collectifs d'une large partie de la population pouvaient être satisfaits par la conjonction de nombreux éléments favorables: insertion de populations rurales auparavant dans le dénuement dans les circuits de l'emploi, de l'éducation et de la protection sociale; bonne tenue permanente des termes des échanges associée à la stabilité du taux de change largement subventionné; croissance soutenue de l'investissement et couverture illimitée des déficiences de la production. Ces éléments se sont conjugués pour garantir un niveau de vie acceptable pour la majorité, pendant que les classes moyennes profitent du surcroît d'importation à bon marché et d'emplois subventionnés et que la spéculation, à laquelle les activités privatives d'accumulation sont souvent fermées, se nourrit des retombées négatives du monopole du commerce et de l'attribution des marchés exercés par l'Etat.

— Les élites sont en majorité nationalistes et développementalistes, peu enclines à une gestion démocratique de la société, largement

imprégnées des vertus technocratiques du capitalisme d'Etat et des avantages d'une organisation bureaucratique de la régulation sociale et économique.

Le déclin brutal des termes d'échanges à partir de 1984 conduit rapidement le système en place à se lézarder. Entre 1985 et 1988, les autorités politiques et les appareils d'Etat n'anticipent pas suffisamment la persistance et l'acuité de la récession; ils croient en un retournement à moyenne échéance des prix du pétrole et à une nouvelle détente des marchés financiers. Cette conviction s'impose d'autant plus facilement qu'elle a l'avantage d'éviter une crise politique entre les différents courants associés dans la gestion du pouvoir: bureaucratie, appareil technocratique de gestion, milieux d'affaires tirant depuis longtemps avantage de l'économie rentière. Tout le monde convient de fermer le jeu politique et de ne procéder qu'à des ajustements superficiels des mécanismes de contrôle économique sans prendre en compte les nécessaires modifications institutionnelles, sociales et de gestion.

Dans l'attente de conditions extérieures favorables, on comprime sans discernement les approvisionnements extérieurs d'un appareil industriel déjà handicapé, on recourt aux financements monétaires, on accroît le financement commercial à crédit et on encourage le développement du marché informel. Ces comportements pèsent fortement sur les catégories sociales défavorisées, compriment la production et entraînent la généralisation de pratiques d'accaparement des biens devenus rares, l'évasion fiscale et la fuite des capitaux.

Le terrain devient favorable à la cristallisation des oppositions et à la paralysie de l'appareil d'Etat; les deux phénomènes s'alimentant pour aboutir à l'explosion d'octobre 1988. Ces événements auront l'effet brutal et sans appel de rendre caduc l'argument de la crise technique passagère dont sont responsables les marchés extérieurs et d'ouvrir le jeu politique aux mouvements qui étaient jusque-là clandestins et exclus de toute participation.

L'alliance au pouvoir se disloque rapidement; l'appareil économique d'Etat refuse d'envisager les réformes qui pourraient entraîner la perte du leadership et des privilèges. Les milieux d'affaires, tout en réclamant le renforcement du contrôle des mouvements sociaux, ne dédaignent pas d'envisager d'un bon œil le multipartisme qui pourrait les faire accéder au partage du contrôle politique. L'armée, un moment secouée par la brutalité des réactions de la population, finit par prendre ses distances laissant le Président de la République tenter une issue politique et institutionnelle à la crise.

Après une année d'atermoiements, la gestion de la transition est confiée à une équipe de hauts fonctionnaires extérieurs aux réseaux du pouvoir et de la technocratie d'Etat. Elle présente un programme de trois ans (rendu public) destiné à assainir et relancer l'économie et préparer les conditions de l'arrivée au pouvoir de forces politiques élues. Dans un

contexte marqué par l'exaspération des tensions sociales, la radicalisation des jeunes contre ce qu'ils considèrent comme une immense supercherie, l'approfondissement des inégalités, la ligne d'action permanente a consisté à réaliser les ruptures fondamentales avec l'ordre ancien pour récupérer un minimum de stabilité et de confiance.

Il ne faudra pas plus de dix-huit mois pour changer fondamentalement les règles du jeu et le paysage politique du pays; les mouvements d'opposition de toutes tendances s'affichent, le monopole de l'information disparaît et la justice s'exerce avec des garanties sûres d'indépendance. Néanmoins la rapidité de mise en œuvre des réformes surprend et modifie constamment les calculs de tous les intérêts qui préparaient un transfert formel du pouvoir protégeant leurs privilèges et maintenant l'influence prépondérante des anciennes élites sur son contrôle. Ils s'allient pour proposer une pause dans le changement et une orientation économique plus soucieuse des avantages acquis. Les islamistes au contraire, bénéficiant d'un appareil efficace et d'une organisation présente parmi les défavorisés, font une pression constante, souvent violente, pour que les rythmes du changement soient respectés, voire accélérés. On parlera alors de conjonction des objectifs des réformateurs avec ceux des islamistes, certains iront même jusqu'à développer le thème de leur alliance.

Appareils d'Etat, entrepreneurs, cadres du secteur public feront le siège des partis, de la presse et aussi des islamistes pour obtenir le gel des réformes. Ils finiront par convaincre l'armée et le Président de suspendre les élections législatives, de proclamer l'état d'urgence et de changer le gouvernement le 5 juin 1991.

Au plan économique, les réformes auront cependant permis de démanteler les mécanismes de gestion préexistants et de développer de nouvelles règles de fonctionnement: indépendance du système bancaire, stabilisation financière, amélioration du rendement fiscal, changement du statut des entreprises, protection du pouvoir d'achat des salariés et incitations diverses aux activités des petites et moyennes entreprises. Les institutions internationales et les créanciers privés commencent à apporter des financements appropriés et à encourager l'investissement étranger. La monnaie se stabilise, le commerce extérieur est graduellement libéré, la convertibilité est annoncée pour la fin 1992 et le droit des sociétés est remanié. Un code est déposé sur le bureau de l'Assemblée lorsque l'état d'urgence est proclamé suspendant les garanties démocratiques mais maintenant néanmoins les élections législatives à l'échéance de six mois.

Ce compromis boîteux obtenu à la hâte entre des courants poursuivant des objectifs divergents aboutit à discréditer tous ceux qui l'ont revendiqué, au profit du FIS, d'une partie du FLN et du FFS. Au plan économique on ne saura jamais en quoi consiste l'alternative aux réformes. Des projets sans lendemain sont oubliés sitôt annoncés; les

sociétés d'économie mixte semi-dirigées puis totalement dirigées puis à nouveaux libres sont abandonnées au gré des événements. Dans les faits, le retour à l'inflation et au déficit pousse l'augmentation des prix au-delà de 50% en trois ans. Le poids du marché informel devient déterminant au point d'imposer ses propres règles de régulation à l'ensemble de l'économie. Les capacités industrielles sont de moins en moins utilisées et les importations de nouveau comprimées.

Le prix politique est colossal. Les chefs politiques et les militants du FIS sont interdits de parole sinon emprisonnés. Un Président de la République est démis; un chef historique du FLN disparaît tragiquement et l'armée finit par assumer officiellement et publiquement l'ensemble des pouvoirs. Le terrorisme s'étend.

Le prix économique est encore plus grave. Durant trois ans, le pays aura payé les importations minimales en puisant dans les crédits anciens, sans réaliser le moindre assainissement de la dette. Le pouvoir d'achat s'est réduit et la pauvreté s'est étendue. La fuite des capitaux s'est accélérée et l'impôt rentre de plus en plus difficilement. A la fin de 1993, la rédition devant les conditions du FMI s'est imposée sans possibilité de négociation faute d'avoir été capable de faire les choix indispensables au bon moment.

---

### Des risques de dérives incontrôlées...

---

L'accord avec le FMI signé, l'armée appelle un gouvernement de fonctionnaires pour gérer l'ajustement. Il est plus que douteux que dans les conditions de déliquescence actuelle des mécanismes de gestion économique et sociale, un programme interne d'assainissement et de relance puisse être élaboré et moins encore conduit dans la perspective d'une stabilité sociale minimale. Les corps d'Etat dans lesquels on ne cesse de puiser les responsables de l'exécutif n'ont accumulé dans le système ancien ni l'expérience ni les compétences nécessaires à la conduite d'une transition honorable vers le marché. Ils éviteront soigneusement de faire les choix et de prendre les décisions qu'appelle la situation. L'indigence a atteint un niveau tel que l'alignement de l'économie sur les conditions externes du FMI est considéré comme une panacée à même, de surcroît, d'arbitrer les problèmes économiques internes. Il est fort à craindre que la perception simpliste et technicienne des implications d'un engagement international de cette envergure n'aboutisse à des dérives incontrôlées.

Le retour à la stabilité économique dépend bien moins en priorité de ressources nouvelles — dont la communauté internationale contrôlera cette fois l'affectation et le rendement que d'une prise en charge résolue par les autorités économiques nationales des problèmes de déficit, de

recapitalisation des entreprises et de leur statut, de l'unification des marchés et de la réforme fiscale dans une direction plus productive et plus égalitaire.

La gestion d'une situation gravement dégradée par l'impéritie des gestionnaires et l'irresponsabilité des dirigeants imposera des sacrifices supplémentaires et des remises en cause pénibles. Un contrat clair est nécessaire entre les pouvoirs publics et les partenaires économiques et sociaux sur le moyen terme pour éviter à la fois que ce soit les détenteurs de revenus fixes, les pauvres et les infrastructures sociales qui paient tout le prix de l'assainissement financier et que de nouveau la spéculation ne s'empare à vil prix des avantages de la dévaluation et des capitaux entre actifs.

L'arbitrage entre les sacrifices à consentir au bénéfice de la collectivité, pris en charge par des autorités responsables, heurterait les privilèges anciens, le contrôle prébendier et les catégories aisées jusque-là protégés et couverts par l'Etat.

L'ancien système, s'appuyant sur les conditions de l'ajustement auxquelles s'est soumis le gouvernement, tente déjà d'accréditer l'idée de la fatalité, imposée par le FMI, de l'abdication et du laxisme vis à vis des groupes d'intérêt qui veulent éviter le contrôle économique de l'Etat et racheter un capital public en hibernation, remettant déjà en cause les volontés d'amélioration de l'existence de ceux qui ont déjà subi les effets négatifs des échecs passés. De nouveaux mécanismes tant au niveau des échanges et de leur financement qu'à celui des transactions attendues sur les actifs sont mis en œuvre pour organiser légalement la perpétuation de la rapine et de l'évasion des capitaux. Les programmes de privatisation développés dans cette logique sans organisation de contrôles transparents risquent de mettre hors de portée de l'évaluation politique la capacité économique vitale sur laquelle peut encore compter la communauté.

L'accord avec le FMI contraint aujourd'hui un Etat surendetté à l'intérieur et à l'extérieur à sortir de la tyrannie de l'immobilisme. Pour que cela soit possible, encore faudrait-il qu'existe la capacité et la volonté d'orienter l'ajustement dans le sens d'une dynamique économique réelle. Le programme d'ajustement structurel, encore secret, est uniquement, pour l'heure, l'enfant de la crise d'endettement destiné à contrôler que les autorités économiques nationales continueront bien à honorer leurs engagements extérieurs. Un nouvel accord est inscrit dans l'agenda dans moins d'une année. Si l'espace public continue d'être absent et que les autorités ne maintiennent que la surveillance externe — par ailleurs toute partielle — des équilibres, il est très probable qu'on aboutisse à un nouveau rééchelonnement à des conditions plus dures, toujours dans le même sens du laminage du niveau de vie, du rétrécissement du marché interne, de la stagnation de l'investissement et de la remise en cause du rôle régulateur de l'Etat. Aujourd'hui, malheureusement, l'enfermement

du champ politique et du débat sur les modes et les objectifs de la régulation économique et sociale ne produit que des résultats en pertes humaines, en gaspillage des ressources et en appauvrissement. Ce constat d'échec fait l'unanimité, même au niveau du pouvoir car l'ajustement doit *d'abord* être politique. Tant que la transition démocratique n'est pas remise à l'ordre du jour, la situation ne changera pas, que l'armée soit confrontée ou non au terrorisme.

Si cette nouvelle perspective venait à se dessiner, les solutions sociales et économiques de l'impasse actuelle ne sont pas inaccessibles en dépit de la dramatisation des conditions de vie. Le rétablissement des libertés individuelles et collectives autoriserait alors l'émergence de programmes de gestion appuyés sur des accords sociaux, économiques et politiques entre partenaires crédibles et effectivement impliqués pour gérer correctement la transition. C'est la voie la moins coûteuse aujourd'hui pour la société, les islamistes, le pouvoir et même pour ceux qui, dans l'ombre, ne pensent qu'à leurs privilèges.

**Fayçal Nassour**